



David Galula, du Capitole à la roche Tarpéienne ? 2/4

Pacification et incompréhension - Revue militaire n°55

Monsieur Matthieu MEISSONNIER

publié le 26/10/2019

Histoire & stratégie

David Galula fixe lui-même les bornes de sa démarche : « Nul joueur d'échec n'a jamais trouvé d'ouverture garantissant la victoire, et nul n'en trouvera jamais ». S'il n'y a pas de panacée dans la conduite de la guerre, il est pourtant possible de tirer des leçons pratiques et théoriques de l'expérience et de l'observation sans en faire selon ses propres mots « des doctrines soi-disant incontournables érigées en article de foi ».

De fait, lorsque Galula publie souvenirs et théories, la France a déjà perdu la guerre d'Algérie. Beaucoup de Kabyles, qui ont joué le jeu de la pacification dans le secteur qu'il dirigeait, sont morts assassinés ou ont trouvé refuge en France. David Galula le sait et le mentionne. Il va même jusqu'à souligner son estime pour un officier qui a refusé la pacification, convaincu de l'issue fatale.

Ces faits sont importants. Galula était convaincu que la victoire était possible au regard du succès des Britanniques en Malaisie et de sa propre expérience. Toutefois, lorsqu'il écrit, il sait qu'il a échoué à convaincre, aussi bien la hiérarchie militaire que civile, du bien-fondé de son action et que les succès qu'il a obtenus n'ont été que limités et temporaires. Voilà qui place sa démarche dans une perspective assez inédite. Galula est un penseur qui cherche à apprendre au moins autant de ses succès que de ses échecs. S'il donne des recommandations, voire des modes d'emploi, ils ne sont pas à appliquer sans discernement bien au contraire.

En faisant de Galula un enseignement académique systématique, certains ont peut-être versé dans le travers qu'il dénonçait lui-même : « L'officier de l'armée a appris dans les académies militaires que le combat comporte plusieurs phases distinctes [...] qu'à chaque phase correspond une manœuvre standard [...] en accord avec la doctrine du moment. Ainsi, en combat conventionnel, l'enjeu intellectuel de l'officier [...] consiste à identifier la phase dans laquelle il se situe. Ensuite, il ne lui reste plus qu'à appliquer la technique qui correspond [...] S'il a bonne mémoire, il ne peut pas vraiment se tromper. Une telle façon de procéder ne peut malheureusement pas être appliquée à la contre-insurrection ».

On a ensuite voulu faire de Galula, en France au moins, le continuateur des grands coloniaux Gallieni et Lyautey, le mot de « pacification » faisant croire à une identité de méthode et de vision. Il est frappant de constater qu'à aucun moment Galula ne fonde sa démarche sur l'un ou l'autre de ces devanciers. Il ne les cite même pas. Est-ce ignorance ou amnésie de sa part ? Vraisemblablement pas.

Cela s'explique par le fait qu'il pense que la guerre contre-révolutionnaire qui doit être menée est profondément différente de la guerre coloniale. Si Lyautey et Gallieni ont eu des rebelles ou des potentats à soumettre, ils n'avaient pas en face d'eux une idéologie telle que le communisme. Cette observation doit nous conduire à s'interroger sur les différences qui existent entre les théâtres d'opérations contre-insurrectionnelles des années 1950 et 1960 qu'a connus Galula (Chine, Malaisie, Philippines, Grèce, Algérie, Cuba...) et ceux d'aujourd'hui.

Quelle est la consistance de l'ennemi ? Le facteur idéologique est-il aussi important ? Dans quelle mesure le facteur religieux modifie-t-il les positions ? Quelle est la part du banditisme ? Des conflits locaux ? Du nationalisme ? Des ethnies et des clans ? Force est de constater qu'il est infiniment composite.

Comment se compose l'ami, le « loyaliste » dans la terminologie de Galula ? Dans l'Algérie de la fin des années 1950, organisée en départements, les choses sont simples. C'est exactement, ou presque, comme en métropole : une armée, une administration, entièrement françaises. Dans la BSS, en Irak ou en Afghanistan, tout est différent. L'armée française intervient avec d'autres (alliés, ONU, OTAN...), comme nation-cadre ou seulement contributrice. L'opération se déroule dans un pays étranger disposant de ses propres institutions, lois et coutumes, même si c'est un État failli. Plus encore, il ne s'agit pas pour l'armée française de « pacifier » pour convaincre qu'elle et la France vont rester, mais que les institutions locales vont reprendre leurs droits et offrir à la population un avenir meilleur.

Titre : Monsieur Matthieu MEISSONNIER

Auteur(s) : Monsieur Matthieu MEISSONNIER

Date de parution 21/10/2019

EN SAVOIR PLUS
